

des fonds destinés à l'Afghanistan pour subvenir aux besoins urgents de la population afghane. Sur cette base, la Commission a adopté des décisions d'exécution le 17 décembre 2021 [C(2021) 9322 final], le 20 décembre 2021 [C(2021) 9830 final], le 31 octobre 2022 [C(2022) 7606 final] et le 28 novembre 2023 [C(2023) 8215 final], visant à mettre en œuvre cet engagement.

- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure spéciale à financer au titre du règlement (UE) 2021/947, dans le cadre du programme géographique «Asie et Pacifique», sont de contribuer aux moyens de subsistance et d'aider à répondre aux besoins fondamentaux de la population afghane.
- (5) La situation en Afghanistan est instable depuis la chute de la République islamique survenue le 15 août 2021. Le pays connaît l'une des plus graves contractions économiques de l'histoire moderne. Dans les mois qui ont suivi la prise de pouvoir par les talibans, l'action humanitaire a été considérablement renforcée, l'accent étant mis sur l'aide vitale. Parallèlement, des efforts ont été déployés pour préserver et maintenir le fonctionnement des systèmes permettant la fourniture de services et de moyens de subsistance de base. Il est néanmoins devenu évident qu'un soutien accru est nécessaire pour maintenir un niveau minimal de services et de moyens de subsistance de base pour la population afghane: la moitié des citoyens se trouve en situation d'insécurité alimentaire aiguë et la crise actuelle fragilise les progrès réalisés au cours des vingt dernières années en ce qui concerne les indicateurs de développement humain. Dans ce contexte, il n'a pas été possible d'élaborer un programme indicatif pluriannuel. La Commission a opté pour la mise en œuvre de mesures spéciales afin de répondre aux besoins du pays.
- (6) L'action intitulée «Répondre aux besoins fondamentaux et contribuer aux moyens de subsistance de la population afghane - 2024» vise à maintenir un fonctionnement minimal des services de base pour la population afghane, en complément des activités humanitaires, et à améliorer la résilience des moyens de subsistance et les perspectives économiques de la population afghane. Son principal objectif est de contribuer à accroître la stabilité et à réduire les menaces pour la sécurité ainsi que de lutter contre les déplacements forcés dans le pays et depuis l'Afghanistan vers les autres pays de la région et au-delà, tout en contribuant à la stabilisation économique.
- (7) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (8) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁴ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

⁴ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.